Dans un entretien publié par Truthout *la journaliste Sarah Jaffe discute avec deux organisatrices de la grève internationale des femmes aux États-Unis, Cinzia Arruzza et Tithi Bhattacharya, sur les liens à faire entre le mouvement syndical et le mouvement #MeToo et sur la grève de femmes qui a eu lieu le 8 mars dernier.*

L'entretien a été publié en février lorsque la grève était en préparation, et traduit par la revue Inprecor*.*

Sarah Jaffe : Parlons de l'histoire des grèves de femmes, parce que c'est quelque chose qui existe depuis plusieurs décennies dans le mouvement des femmes mais qui revient maintenant sur le devant de la scène.

Cinzia Arruzza : Les grèves de femmes ne sont pas une nouveauté. Mais le fait qu'elle aient un tel impact international, qu'elles soient formellement reconnues, qu'elles construisent l'identité de ce nouveau mouvement féministe, constitue une nouveauté. Il y a eu un précédent au cours des années 1970 : la grève des femmes en Islande pour un salaire égal. Et, il y a deux ans, le mouvement féministe polonais a décidé de se saisir de cette forme de lutte et d'organiser une grève des femmes en Pologne contre l'interdiction de l'avortement. Il en a été de même en 2016 en Argentine, avec les vagues de grèves et de mobilisations de femmes contre la violence de genre.

À partir de là – et surtout du fait de l'énorme succès de ces mobilisations et grèves en Argentine et en Pologne – on a eu l'idée d'essayer d'organiser une grève internationale des femmes le 8 mars. Les grèves des femmes sont un moyen très puissant de mobilisation pour le mouvement féministe, car elles rendent visibles non seulement ce dont les femmes sont victimes, mais aussi leur très grand pouvoir potentiel parce que ce sont des travailleuses, à la fois sur le marché du travail formel, mais également dans la sphère sociale reproductive, à la maison etc. Ainsi, le fait que les femmes peuvent faire grève en tant que femmes rend évident le travail qu'elles accomplissent, que se sont elles qui rendent possible la vie sur la planète et donc leur puissance potentielle, justement parce que ce sont elles qui effectuent tout ce travail. Alors que leur travail est très souvent non reconnu, qu'il n'est pas évalué comme il devrait l'être.

Tithi Bhattacharya : Même l'année dernière, lorsque la grève a été annoncée, le terme « grève » avait été dans une certaine mesure refoulé, car il est considéré comme une interruption du travail sur le lieu de production. L'emploi du terme « grève » pour qualifier ce moment de la lutte des femmes est extrêmement important, il lui donne une grande force… même si ce terme a de nombreuses autres réalités historiques…

Je pense que l'une des choses que nous avons trouvé facile à formuler dans le contexte de l'année dernière, ainsi que cette année, c'est la différence entre une grève sur le lieu du travail et une grève politique (1). Je pense que la grève des femmes a été une contribution très importante à l'histoire de la grève politique, en particulier dans le contexte néolibéral de déclin de la syndicalisation dans le monde – du fait des nombreuses attaques de l'élite dirigeante mondiale contre les syndicats depuis les années 1970 et 1980. La classe ouvrière a largement perdu son arme la plus puissante permettant de faire grève sur les lieux du travail, à savoir ses syndicats.

Cela ne signifie pas, comme nombre de gens l'ont supposé, que la classe ouvrière soit morte… ou qu'elle ne réagisse pas aux attaques continuelles contre ses conditions de vie et

de travail. Je pense que dans ce contexte une grève politique est très importante, car ce qui s'est passé le 8 mars dernier a été qualifié de grève, ne serait-ce qu'aux États-Unis. Nous nous sommes beaucoup attachées à maintenir cette identification, ce terme, et cela a eu pour résultat des discussions politiques intenses sur la relation entre les mobilisations sur le lieu de travail et en dehors de ce lieu de travail. Nous sommes persuadées que dans une période où la capacité d'agir sur le lieu de travail a été amoindrie, la grève politique est un moyen utile pour relancer ce débat et peut-être de renforcer la capacité de mobilisation sur les lieux de travail aussi.

Sarah Jaffe : Nous avons vu le regain d'intérêt pour l'idée de la grève politique, surtout aux États-Unis depuis l'élection de Trump. L'an dernier il y a eu plusieurs « journées sans migrants ». Il y a eu des phénomènes comme la grève des épiciers yéménites (2) et la grève des chauffeurs de taxi à New York – directement en réponse à la politique de Trump. Il est intéressant de noter que nous assistons à un renouveau de l'idée de la grève politique, et les syndicats en débattent – en particulier ici, mais également dans le monde entier.

Cinzia Arruzza : Je pense que c'est très important. Bien sûr, ces références aux grèves politiques marquent le fait que les personnes qui vivent aux États-Unis et en particulier les ouvrier·es sont privés d'un des moyens les plus cruciaux de lutte et de protestation, généralement reconnu dans d'autres démocraties… et je ne parle même pas des formes de lutte insurrectionnelles ! Des grèves politiques ont lieu dans un certain nombre de pays. Elles sont légales, reconnues et elles sont un puissant outil chaque fois qu'il semble impossible de contester ou d'influencer le gouvernement par d'autres moyens… J'espère que cet appel, que ces grèves politiques ont maintenant réellement ouvert le débat politique et commencé une campagne pour réformer le droit du travail et pour repenser de manière très profonde ce que les droits des travailleuses et des travailleurs devraient être aux États-Unis, car vraiment parmi toutes les démocratiesce pays a le du droit du travail le plus antidémocratique. C'est donc une situation exceptionnelle.

Tithi Bhattacharya : En ce qui concerne la grève politique, il y a deux choses très importantes. Premièrement, il faut revendiquer… l'idée que la grève ne concerne pas seulement les questions « du pain et du beurre [dans les épinards] », c'est-à-dire les conditions sur le lieu de travail et les salaires… Une chose à retenir quand on parle de l'importance du travail des femmes et de la grève des femmes, c'est que les gens font grève à cause de leurs mauvaises conditions de vie… et ils font grève sur leur lieu de travail car leur vie dépend de leur travail. Lorsque leurs conditions de vie se détériorent, ils considèrent qu'ils doivent agir sur leur lieu de travail.

C'est très simple, mais il faut garder à l'esprit que c'est la détérioration de leurs conditions de vie qui fait réfléchir les gens et qui les motive pour lutter, parce que c'est le seul moyen de vivre dignement. Cette relation entre la vie et le travail est pourtant souvent oubliée par les bureaucraties syndicales. Celles-ci aiment traiter le syndicat comme une sorte de petit espace salarié où les luttes des salariés sont seulement un moment de la négociation contractuelle. Mais pour les travailleuses et les travailleurs il ne s'agit pas du contrat négocié – au sens littéral – mais de leurs vies et de leurs conditions de vie.

Les grèves politiques sont très importantes car – que ce soit en raison de l'absence de syndicats sur les lieux de travail ou du fait que les syndicats existants ne s'intéressent qu'à la négociation contractuelle limitée – elles parlent plus largement du mieux vivre.

Autrement dit, une grève politique ramène au centre des préoccupations « le pain et les roses » et pas seulement « le pain et le beurre ». Elle donne un contexte plus large et plus profond à la signification de la lutte, à tout ce qu'on gagne quand on se bat et qu'on est solidaires. Je pense, particulièrement dans le contexte actuel, que les grèves politiques jouent un rôle vital en rappelant aux gens comment les conditions de vie des ouvrier·es et leurs conditions du travail s'interpénètrent et comment elles doivent être liées.

Sarah Jaffe : Pour ceux qui ne connaitraient pas cette histoire, dis-nous rapidement d'où vient la formule « le pain et les roses »…

Tithi Bhattacharya : Ce sont les mots d'un poème et d'une chanson écrites au cours de la grève de Lawrence en 1912 (3), une grève des travailleuses, qui a gagné. Elle faisait aussi partie d'une vague de grèves et de construction de syndicats sur des lieux de travail par des femmes, qui a commencé après l'incendie dans l'usine textile new-yorkaise Triangle Shirtwaist Factory (4) et donné lieu à une syndicalisation des femmes menée par des jeunes ouvrières immigrées. Cette chanson rappelle l'importance de l'idée que nous faisons grève pour la vie et les conditions de vie, et également le rôle important que les femmes ont eu dans les grèves sur les lieux de travail.

Sarah Jaffe : Cette année la grève des femmes aura lieu en plein mouvement #MeToo. Expliquez-nous quel est le lien entre les deux et dites-nous comment le débat sur le harcèlement et la violence sexuelles s'inscrit dans l'organisation de la grève cette année.

Cinzia Arruzza : Je pense que nous devrions aussi voir un lien entre la vague de mobilisations féministes à travers le monde depuis un an et demi et l'explosion de la campagne #MeToo. Aux États-Unis – mais aussi à l'échelle internationale – #MeToo a été très important, car il a fait apparaître ce que beaucoup de femmes savaient déjà : que la violence et le harcèlement sexuels font partie de la vie quotidienne de la grande majorité des femmes, que ce soit sur les lieux de travail, au domicile ou dans la rue. La violence de genre nécessite clairement une réponse collective. De ce point de vue, la grève des femmes n'est pas une alternative à #MeToo, c'est plutôt une contribution ou une tentative de donner une réponse collective à l'isolement produit par ces violences.

L'idée c'est de faire un pas de plus après #MeToo : après avoir dénoncé individuellement le harcèlement et la violence que nous subissons tout au long de notre vie, il est temps aussi d'agir collectivement et de nous organiser. Sinon, les conditions structurelles qui permettent la continuation de cette violence ne seront pas remises en cause. Un des risques de l'attention portée actuellement sur les questions de la violence de genre, c'est de nous limiter à nous débarrasser de quelques harceleurs odieux, certains célèbres et d'autres moins connus, ce qui est très bien et je salue ce moment de catharsis, mais cela ne résoudra pas le problème.

Autrement dit, le vrai problème ce ne sont pas les hommes mauvais pris individuellement. Le problème ce sont les conditions structurelles créant l'impunité pour la violence de genre et la violence sexuelle. De ce point de vue et dans la perspective de la grève, c'est essentiel, car nous avons clairement appris au cours des derniers mois à quel point les femmes sont harcelées et maltraitées sur les lieux de travail. Et que cela tient à

l'organisation du travail, aux rapports de travail plus généralement. C'est le produit de la nature hiérarchique des relations salariales, du manque de pouvoir des salarié·es.

De même, de ce point de vue, le manque de syndicats, la faiblesse des droits des travailleuses et des travailleurs aux États-Unis créent les conditions pour la violence de genre, parce que les femmes vont constamment avoir peur d'accuser leurs collègues ou leurs employeurs, justement parce qu'elles ne se sentent pas protégées. Elles ne sentent pas qu'elles peuvent s'appuyer sur une organisation, sur une structure collective qui pourrait vraiment les défendre. C'est pour cela aussi que nous élargissons la portée de ce que nous entendons par « violence de genre » et qu'avec la grève nous abordons un ensemble de questions qui ne sont pas immédiatement perçues comme liées à cette violence, mais qui sont selon nous des relations sociales structurelles qui autorisent ou même favorisent la violence de genre.

Tithi Bhattacharya : Je voudrais juste ajouter trois aspects très spécifiques de #MeToo qui, à mon avis, concernent le 8 marset qui font que nous incluons #MeToo dans la préparation de la grève. Premièrement, vous souvenez-vous quand vous avez pu voir, et plusieurs fois, un article sur les conditions de travail dans le *New York Times* ? C'est ce que #MeToo a permis. Nous n'avons jamais vu autant d'articles dans les grands médias sur les conditions de travail des femmes. Bien sûr, il a surtout été question des violences sexuelles contre les femmes, mais cela a aussi montré à quel point le lieu de travail est dictatorial et brutal pour la majorité des femmes… mais aussi pour la majorité des gens. C'est un débat formidable. Je n'avais encore jamais vu de tels débats concernant les conditions de travail. Évidemment, les médias libéraux n'emploient pas les termes « conditions de travail », mais tout le monde sait que c'est de cela qu'il s'agit. C'est un développement vraiment bienvenu : pour la première fois depuis des années nous voyons soulevée la question de ce que signifie être travailleuse ou travailleur dans ce pays.

Deuxièmement, il s'agit d'une prise de conscience qui jusque-là se limitait aux socialistes et aux radicaux dans ce pays, mais qui commence à devenir le bon sens : nous savons tous que depuis le début du XXe siècle et jusqu'à maintenant, il y a eu une augmentation marquée des droits des femmes et de la participation des femmes dans la sphère publique et dans la sphère du travail salarié. Cela a été accompagné d'une réaction violente contre ces droits – les lois concernant l'avortement et la contraception, les salaires réels, etc. – mais là n'est pas la question. Si nous comparons nos vies et celles de nos grand-mères dans n'importe quel pays, je pense que nous pouvons dire que notre place est meilleure. Je ne voudrais certainement pas retourner en tant que femme en 1890 où que ce soit dans le monde. À travers nos luttes, nous avons amélioré nos vies en tant que femmes.

Mais je pense que, parallèlement, les droits des travailleuses et des travailleurs ont décliné de façons abrupte, particulièrement depuis les années 1970 et 1980, avec la montée du néolibéralisme. Nous avons maintenant une situation contradictoire : nos droits en tant que femmes se sont améliorés au fil des ans, dans un certain sens, mais les droits des travailleurs dans leur ensemble – donc aussi nos droits en tant que travailleuses – ont diminué. Ce qui signifie que sur les lieux de travail, les femmes sont en particulier très vulnérables parce que c'est là que l'oppression des femmes et la baisse des conditions des salariés sont réunies.

La solution que le capitalisme nous a offert : « Puisque vous pouvez améliorer votre situation en tant que femme, alors c'est chacune pour soi ». La solution aux mauvaises conditions de vie et de travail pour les femmes c'est bien sûr « lean in » (En avant toutes). Faites des efforts et vous deviendrez PDG. C'est le second type de développement.

Troisièmement – et je crois que c'est très important pour notre propos – comment pouvons-nous alors nous défendre ? La raison pour laquelle il est tellement question de riposter c'est parce que sur le lieu de travail, justement, les discussions #MeToo portent sur les conditions de travail. Nous savons toutes que la violence domestique existe aux États-Unis et dans le monde entier, qu'elle est horrible, mais l'avantage des discussions sur les lieux de travail c'est qu'on n'est pas seules, qu'il y a des témoins, des femmes qui ont expérimenté la même chose car elles travaillent avec vous… Il y a donc là une confiance collective, car l'expérience est collective et c'est pour cette raison, je crois, que la campagne #MeToo est amplifiée – car elle vient d'un lieu de résistance collective.

Sarah Jaffe : Parlez-nous de l'organisation de la grève des femmes cette année : qu'est-ce qui est planifié pour le moment et comment se développe le travail de solidarité internationale ?

Tithi Bhattacharya : Au niveau international, j'ai eu au téléphone des organisatrices et dans diverses parties du monde cela avance très bien, notamment en Italie, en Espagne, en Pologne, en Argentine et dans plusieurs pays de l'Amérique latine. Au Royaume-Uni, où j'étais le mois dernier, le principal centre d'organisation c'est la Women's Strike Assembly (Assemblée de la grève des femmes), qui fait un travail fabuleux en reliant le 8 mars aux discussions en cours et en faisant aussi le lien avec une grève des universités qui se prépare. Elles ont établi des contacts avec les salariés des universités à travers le pays pour coordonner la grève, et les organisatrices sont infatigables pour assister à diverses assemblées grévistes, etc.

Le plus formidable, c'est que comme c'est organisé par des femmes et des féministes, toutes ces actions ont des caractéristiques similaires. Par exemple, quand une initiative est organisée, il y a toujours une garderie… avec de la nourriture et des jeux innovants pour les enfants, pour qu'ils soient heureux et occupés pendant que leurs mamans font de la politique. Ce sont quelques caractéristiques les plus joyeuses et très inspirantes que toute cette organisation a en commun au niveau international.

Aux États-Unis, le plan le plus ambitieux pour nous cette année, c'est en fait de construire à partir de ce que nous avons seulement initié dans les discussions de l'an dernier : la question d'une grève politique. Nous voulons que cela soit plus concrétisé et donc nous appelons à un arrêt de travail d'une heure. À l'heure actuelle nous pouvons dire que, partout dans le pays, nous cesserons de travailler pendant une heure pour montrer aux patrons et à leurs gens à la Maison Blanche que comme nous produisons la richesse dans la société, nous pouvons aussi arrêter de la produire et donc bloquer la société. Il s'agit d'un rappel symbolique de notre puissance en tant que femmes et travailleuses. Nous travaillons avec divers syndicats pour que cela se réalise.

Cinzia Arruzza : Tout d'abord, nous avons réactivé une sorte de comité national de planification, qui est pour l'essentiel un réseau de diverses militantes à travers le pays qui offrent leurs efforts et leur temps pour préparer cette grève. À New York, nous avons eu une assemblée publique pour lancer cette grève, avec un panel d'intervenantes réellement incroyable… Cet événement donnait une idée de l'énergie, mais aussi des femmes que la grève essaye d'organiser – des femmes de la classe ouvrière, des femmes des minorités, qui ne sont pas là seulement pour se montrer et participer à la grève, mais qui conduisent de nombreuses luttes, contre l'Agence fédérale de police aux frontières etc. Et qui parfois gagnent, démontrant ainsi que l'action collective peut parfois l'emporter.

C'est dans cet esprit que nous préparons la grève d'une heure et que nous discutons avec les organisations syndicales pour voir comment il est possible de l'organiser. Nous organisons également des rassemblements et des manifestations qui suivront cet arrêt de travail. Nous pensons que nous aurons des manifestations, marches, rassemblements dans la plupart des grandes villes des États-Unis. Les organisatrices préparent déjà la grève à Los Angeles, dans la Bay Area de San Francisco, à Portland, à Philadelphie… Nous recevons également de très nombreux courriels, messages, contacts des personnes intéressées – qui, par exemple, ont lu l'article que nous avons publié dans le *Guardian* (5) appelant à une grève des femmes cette année aux États-Unis et veulent se joindre à nous.

Comme d'habitude, il s'agit d'un effort totalement volontaire qui s'appuie sur des organisations de base. C'est autofinancé. Les gens donnent de leur temps et de leur travail, mais, en un sens, c'est aussi ce qui en fait la beauté… car dans cette organisation de la grève, nous consolidons en quelque sorte une aire du féminisme anticapitaliste qui offre une alternative au féminisme élitiste, centré sur les carrières des femmes cadres (« corporate » et « lean in »), qui a dominé au cours des années passées. Je pense qu'il y a un espace politique et un désir pour cela, du moins si on en juge par les réponses que de nombreuses militantes féministes de ce pays donnent à l'idée de s'organiser autour de la grève et l'enthousiasme qu'elles mettent dans ce projet.

Bien sûr, toutes celles qui voudraient s'y atteler peuvent nous contacter (6) et organiser la grève dans leur ville.

* Sarah Jaffe travaille à The Nation Institute et écrit sur le syndicalisme, la justice sociale et économique et la politique pour, entre autres, *Truthout*, *The Atlantic*, *The Guardian*, *In These Times.* Elle a publiée *Necessary Trouble: Americans In Revolt* (Nation Books, 2016).

Cinzia Arruza enseigne la philosophie antique à la New School for Social Research de New York. Elle a écrit *Le relazioni pericolose – Matrimoni e divorzi tra marxismo e femminismo* (« Les relations dangereuses – Mariages et divorces entre marxisme et féminisme », Edizioni Alegre, Rome 2010, traduit en espagnol, portugais, anglais et slovène), *Les Mésaventures de la théodicée – Plotin, Origène, Grégoire de Nysse* (Brepols Publishers, Turnhout 2011), *Storia delle storie del femminismo* (avec Lidia Cirillo, Edizioni Alegre, Rome 2017). Militante anticapitaliste, elle collabore au réseau et au site italien Communia.

Tithi Bhattacharya est professeure à l'université de Purdue dans l'Indiana, historienne de l'Asie orientale. Elle a notamment écrit *The Sentinels of Culture: Class, Education, and the Colonial Intellectual in Bengal* (Oxford, 2005). En français on peut trouver un de ses articles dans la revue en ligne *Période*. Cet entretien a d'abord été publié le 9 février 2018 par *Truthout*.

Traduit de l'anglais par JM.